

État d'urgence : la santé mentale dans le canton de Berne

La crise de l'approvisionnement en soins est réelle - il est temps d'agir !

La souffrance sur le plan psychique est depuis longtemps en hausse en Suisse. Le nombre de personnes souffrant de symptômes dépressifs, d'anxiété ou de stress est en forte augmentation, en particulier chez les enfants, les adolescent-e-s et les jeunes femmes. A cette situation générale s'ajoutent le poids de la pandémie du coronavirus et l'incertitude générale face aux crises mondiales, que les spécialistes définissent comme une véritable « multicrise ».

Charge de morbidité : le nombre de personnes concernées en forte augmentation

Les personnes souffrant de problèmes psychiques sont particulièrement touchées, les pensées suicidaires et les tentatives de suicide chez les adolescent-e-s et les jeunes adultes ont augmenté de manière inquiétante. De nombreuses études de spécialistes dans des domaines distincts soulignent que la santé psychique des personnes et leur capacité de résistance sont affaiblies. Les dépressions ont fortement augmenté : nettement plus d'enfants et de jeunes font état d'une pression ou d'un stress importants. De plus, les services de conseil comme le 147 de Pro Juventute sont beaucoup plus sollicités et surchargés qu'auparavant et rapportent que la gravité des problèmes a pris de l'ampleur.

Des soins surchargés : les offres ne suffisent plus

Le système de soins du canton de Berne n'est depuis longtemps plus en mesure de couvrir les besoins accrus en matière de consultations, d'exams et de traitements. L'ensemble des données et des signaux de tous les secteurs de la chaîne de soins font ressortir ce problème. En effet, tous affirment que les offres de soins ne suffisent plus : des interventions à bas seuil, comme le travail social scolaire, aux institutions stationnaires, en passant par les médecins de famille et les pédiatres, les soins ambulatoires, les centres de conseil ambulatoires et les cabinets médicaux. Les raisons principales de cette situation sont, d'une part, le manque de personnel qualifié qui ne cesse de se creuser depuis des années et, d'autre part, la pression massive pour faire des économies ainsi que la gestion inappropriée de la part des politiques. C'est précisément au moment où les besoins des personnes concernées sont si importants que de plus en plus de psychiatres atteignent l'âge de la retraite, que les offres doivent être réduites ou que des services entiers d'institutions résidentielles doivent être fermés.¹

Des conséquences coûteuses : délais d'attente, escalade, chronicisation

Il en résulte une grave pénurie de soins et de longs délais d'attente pour une place de traitement, même pour les personnes suicidaires.² De telles situations sont difficiles pour les personnes concernées et leurs proches, ainsi que pour les médecins de famille et les pédiatres. Dans de nombreux cas, les délais d'attente risquent d'entraîner une escalade. Ainsi, un séjour stationnaire est parfois nécessaire, alors qu'un conseil précoce, une intervention à bas seuil ou un traitement ambulatoire auraient été suffisants. En raison des problèmes de prise en charge et de l'absence de traitement ou d'un traitement trop tardif, les maladies psychiques peuvent s'enraciner ou devenir chroniques, nécessitant des thérapies plus longues et coûteuses. A

Santé psychique : aggravation en cas de stress et de crise

- Dans une enquête, **19-31% des jeunes du canton de Berne** affirment qu'ils et elles se sentent plus stressé-e-s sur le plan psychologique qu'avant la crise du coronavirus.³
- Au cours des trois dernières années, **les tentatives de suicide ont augmenté de 20%**.⁴
- En comparaison à l'année 2017, **les hospitalisations dues à des tentatives de suicides ont augmenté de 25%**.⁴
- Les consultations au sujet du suicide au 147 de Pro Juventute a presque doublé en comparaison à la période pré-pandémie.⁵

Coûts supplémentaires en raison du manque d'offre de soins

- Une thérapie de 30 séances en ambulatoire coûte environ 5000.-, **contre 6'000.- pour une intervention stationnaire courte de 5 jours**. Un séjour stationnaire en psychiatrie coûte en moyenne 24'000.-.⁶
- Chaque franc investi dans la santé mentale des enfants et des adolescents génère un **retour sur investissement de 4.-**.⁷
- Actuellement en Suisse, **seule une personne sur trois** souffrant de troubles ou maladie psychiques peut être prise en charge professionnellement.³
- Plus de **400 spécialistes** provenant de l'ensemble du canton de Berne demandent du soutien et des mesures contre la crise.⁸

cela s'ajoutent des arrêts de travail, voire l'exclusion de la vie professionnelle, avec de graves conséquences pour les personnes concernées, leur entourage et la société. Il en résulte d'une part des souffrances individuelles pour les personnes concernées et leur entourage, et d'autre part des charges considérables pour les établissements scolaires et de formation, ainsi que des coûts supplémentaires pour le système de santé et le secteur social.³ Ce sont précisément ces souffrances et ces coûts qui pourraient être évités grâce à un système de soins adéquat.

Il faut maintenant agir au niveau politique !

Pour atténuer la crise des soins, il est nécessaire de renforcer la mise en réseau des acteurs responsables, les ressources limitées doivent être utilisées de manière efficace et en évitant les doublons. En collaboration avec les communes et les services sociaux, avec le travail social auprès des jeunes en milieu scolaire, avec les centres de conseil en éducation et les écoles, avec les médecins de famille, les psychologues et les psychiatres, les contraintes et les souffrances psychiques doivent être détectées beaucoup plus tôt et les personnes concernées doivent être soutenues de manière adéquate. L'amélioration du diagnostic et de l'intervention précoce permet d'éviter à long terme des séjours psychiatriques individuels et financièrement coûteux. Pour cela, il faut maintenant agir au niveau politique. Concrètement, cela passe par :

- Un renforcement des offres existantes : développer les capacités des offres à bas seuil déjà existantes en matière de prévention, de dépistage et d'intervention précoces, comme par exemple le travail social en milieu scolaire. La prévention rend les gens plus résistants aux crises, le dépistage et l'intervention précoces permettent d'éviter des situations d'escalade coûteuses. Pour ce faire, des services de triage interdisciplinaires pourraient apporter une aide efficace et simple.
- Utiliser efficacement ce qui existe déjà, investir dans les transitions : mieux mettre en réseau les acteur-riche-s de toute la chaîne de soins et, en particulier, mieux faire connaître les offres à bas seuil à toutes les personnes impliquées. Les consultations, les discussions de cas et les travaux de coordination doivent enfin être indemnisés de manière adéquate afin d'assurer les transitions d'un service à l'autre.
- Promotion de la relève : tous les secteurs déterminants manquent aujourd'hui de personnel qualifié. Le canton doit enfin investir dans la promotion de la relève, et ce dans toutes les professions de la chaîne de soins. Cela ne se limite pas à la formation : il s'agit aussi d'améliorer de manière ciblée les conditions de travail des infirmier-ère-s, psychiatres, assistant-e-s sociaux-ales, psychologues ou pédiatres afin qu'ils restent dans la profession.
- Taskforce, tous les acteur-riche-s autour d'une table : la crise de l'approvisionnement en soins est réelle et va s'aggraver. La taskforce est un instrument qui a fait ses preuves pour agir rapidement et de manière coordonnée en cas de crise, comme cela a été le cas récemment lors de la pandémie ou dans le contexte de la guerre en Ukraine. Tous les acteur-riche-s important-e-s de la chaîne des soins doivent être réunis autour d'une table avec pour mission de mettre en place des solutions rapides et des mesures durables à long terme.

La pénurie aigue de main d'œuvre qualifiée aggrave la situation

- En quelques années, le nombre de psychiatres pour adultes dans le canton de Berne a diminué de 28%.⁹
- Sur l'ensemble des prestations psychiatriques ambulatoires dans la région de Berne, environ 30% sont fournies par des psychiatres en âge de prendre leur retraite.¹⁰
- En raison de la fermeture du centre psychiatrique de Münsingen et des services psychiatriques universitaires, il manque 80 places de prise en charge dans le canton de Berne.¹

Une action décisive s'impose dès maintenant

- **Offensive de formation** contre la pénurie de personnel qualifié
- Renforcer le **dépistage précoce** et la prévention
- **Assurer** les transitions et la perméabilité entre les offres
- **Soutenir** les communes - promouvoir la prévention - décharger les écoles¹⁰
- Une **Task Force** en santé psychique pour la mise en réseau des acteurs et la coordination des mesures

Au vu de la situation actuelle, il n'y a pas d'alternative à des mesures rapides. Ne pas agir maintenant nous coûtera cher en tant que société, et ce dans un futur très proche.

Endnoten

¹ A Berne, les soins psychiatriques aigus menacent de s'effondrer. SRF 1. (02.09.2021) [Lien](#)

² Aschwanden M. Les soins psychiatriques dans le canton de Berne fonctionnent à la limite de leurs capacités. Bund. (15.09.2022). [Lien](#)

³ Comité de direction du PNR 74 (2023). Résumé du programme du Programme national de recherche «Soins de santé» (PNR 74). Fonds national suisse de la recherche scientifique. Berne

⁴ Schuler, D., Tuch, A., Sturny, I. & Peter, C. (2022). Santé psychique. Chiffres clés et impact du COVID-19. Obsan Bulletin 02/2022.

⁵ Musliu L. Les consultations sur le thème du suicide auprès du 147 de Pro Juventute ont presque doublé Pro Juventute. [Lien](#) [07.02.2023]

⁶ Strachowitz J. Combien coûte une psychothérapie stationnaire ? Comparis.ch. [Lien](#) [07.02.2023]

⁷ Brunier A. (2016). Investing in treatment for depression and anxiety leads to fourfold return. [Lien](#)

⁸ Zürcher M. Le personnel des hôpitaux psychiatriques bernois tire la sonnette d'alarme dans une lettre ouverte.. Nau. (24.01.2023) [Lien](#)

⁹ Rielle Y. La situation dans les soins psychiatriques continue de s'aggraver. VBHK-Magazin (24.05.2022) Edition 1/2022. [Lien](#)

¹⁰ Ryser C. Symposium multiprofessionnel sur la crise des soins chez les enfants et les adolescents. [Lien](#) [07.02.2023]